

VŒU D'URGENCE

Soutien aux salariés en lutte de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois

LE CONSEIL,

Présenté par le groupe des Elus Communistes et Partenaires

ADOPTE le vœu suivant :
(à l'unanimité)

Une délégation de travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay-sous-bois dont des ivryens a été reçu en mairie afin d'exposer les motifs de leur mobilisation. Les salariés sont en grève depuis une dizaine de jours et s'opposent à la suppression des 3000 emplois et à la fermeture de l'usine d'Aulnay.

Considérant :

- Que le maintien du potentiel industriel automobile français doit être une priorité
- Que la fermeture du site PSA d'Aulnay-sous-bois impactera l'activité des sous-traitants équipementiers et concerne au total 9000 emplois.
- Que la cours d'appel de Paris a rejeté dans son arrêt du 28 janvier 2013 le plan de restructuration présenté par la direction du groupe
- Que les actionnaires de PSA ont perçu trois milliards de dividendes au cours des six dernières années, et que M. Varin, Président du directoire du groupe a bénéficié en 2012 d'un salaire journalier de 9000 euros week-end compris
- Que le groupe PSA a bénéficié de plusieurs milliards d'aides publiques et notamment d'un prêt de l'Etat d'un montant de 4 milliards d'euros en 2008
- Que le groupe PSA a ouvert plusieurs usines à l'étranger notamment en Russie et en Amérique latine
- Que l'annonce de la volonté de fermeture du site PSA d'Aulnay était programmée depuis des mois et que la direction l'a volontairement cachée aux salariés de l'usine, à leurs représentants et aux élus locaux et nationaux
- Que le Président de la République François Hollande a affirmé que « l'Etat ne laissera pas faire »

Le Conseil municipal d'Ivry sur Seine :

- Exprime son soutien et sa solidarité aux salariés en grève de l'usine PSA d'Aulnay-sous-bois
- Dénonce les tentatives de la direction de fragilisation des salariés mobilisés, l'emploi d'agents de surveillance privés et le déploiement dans l'usine de 200 salariés d'autres sites de production
- Condamne l'envoi de forces de l'ordre lors des initiatives des salariés en lutte
- Demande la réouverture des négociations entre la direction et les partenaires sociaux suite à la décision de la cour d'appel de Paris
- Demande au gouvernement de mobiliser l'ensemble des outils à sa disposition pour maintenir le site de production automobile d'Aulnay-sous-bois

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE 6 FEVRIER 2013

RECU EN PREFECTURE

LE 6 FEVRIER 2013

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 1^{ER} FEVRIER 2013